



Montreuil, 08/11/2023

**M. Emmanuel MACRON**  
Président de la République  
Palais de l'Élysées  
55, Faubourg Saint Honoré  
75008 PARIS

Secrétariat Général  
01 55 82 83 06  
cabsq@cgt.fr

Nos Réf. SB-PC/IM/2023.045

Monsieur le Président de la République,

Depuis plus d'un mois, la population de Gaza subit des frappes terribles en représailles des actes terroristes perpétrés par le Hamas le 7 octobre dernier. La CGT a condamné sans ambiguïté ces crimes contre les populations civiles israéliennes. Mais la réponse ne peut en aucun cas être celle de la punition collective du peuple palestinien, multipliant ce qui s'apparente de plus en plus à des crimes contre l'humanité prenant pour cible la population civile Gazaouie.

Vous avez annoncé la tenue le 9 novembre d'un sommet en faveur d'une trêve humanitaire pour Gaza. Nous estimons que c'est d'un cessez le feu dont ont urgemment besoin les populations meurtries de la région.

La France doit peser de tout son poids pour que le conseil de sécurité de l'ONU adopte au plus vite une résolution exigeant l'arrêt immédiat de toutes les hostilités et permettant aux organisations humanitaires d'intervenir sans délai, notamment à Gaza-ville.

Seules l'ouverture d'un processus de paix et la recherche d'une solution politique et diplomatique seront à même de mettre fin à la terreur et à la guerre qui meurtrissent cette région du monde depuis 1948. Ce processus de paix doit reposer sur le respect du droit international et des résolutions de l'ONU et sur la création d'un État de Palestine, viable et souverain, aux côtés de l'État d'Israël, l'un et l'autre régis par un fonctionnement démocratique.

La reconnaissance de l'État de Palestine peut trouver un nouvel élan en faisant en sorte que la colonisation de la Cisjordanie et de Jérusalem Est soit stoppée et les implantations illégales au regard du droit international démantelées. La France doit faire pression pour que l'intolérable blocus, imposé par l'État d'Israël à la bande de Gaza depuis plus de quinze ans, soit enfin levé.

Comme il y a su le faire par le passé, notre pays doit adopter la hauteur de vue qu'exige la gravité de la crise pour permettre d'obtenir une position rassembleuse au plan national et international, condamnant l'agression du Hamas mais également l'impasse de la politique du gouvernement Israélien dominé par l'extrême droite. Le conflit israélo-palestinien a un impact déflagrateur sur tout le proche et moyen orient, et au-delà, mobilisant les opinions publiques mondiales. De ce point de vue, il serait irresponsable de laisser l'opinion publique française se cliver durablement, voire irrémédiablement sur ce sujet.

Nous constatons chaque jour, sur les lieux de travail, la montée des oppositions, de l'antisémitisme, du racisme et de l'islamophobie. Nous sommes extrêmement inquiets de cette situation et nous considérons que les indignations ne peuvent être à géométrie variable.

Nous sommes également très préoccupés par le processus de normalisation du Rassemblement National, parti historiquement collaborationniste, qui prétend désormais lutter contre l'antisémitisme et nous déplorons que ce parti soit désormais traité comme un parti républicain.

Je tenais à vous faire part de ces éléments qui appellent, selon nous, des mesures permettant la cohésion nationale s'appuyant sur une action résolue pour que la communauté internationale se mobilise afin de trouver une issue permettant enfin à la Palestine et à Israël de cohabiter en paix.

Comptant sur votre sens des responsabilités, je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'expression de ma respectueuse considération.

Sophie Binet,

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'S. Binet', written in a cursive style.

Secrétaire Générale de la CGT